

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 mars 2017

Compte rendu de séance

L'an deux mille dix-sept

Le : 21 mars

Le Conseil Municipal de la Commune de RILHAC-RANCON dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie,

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 mars 2017

Sous la Présidence de Madame CHADOIN Annick, Maire

PRESENTS : Annick CHADOIN, Didier TESCHER, Sylvie DEBIAIS, Mireille TESSIER, Jacques MIGOZZI, Brigitte TOURRET, Sandra TOURNOIS, Martine VILLENEUVE, Christophe PEYMIERAT, Corinne FUSEAU, Joëlle PASCAL, Daniel LAPLAUD, Nadine BURGAUD, Thierry BAUDRY, Brigitte SIMONNEAU, Catherine ROLLET, Dimitri BARRUCHE, Pascal LAFARGE

ABSENTS EXCUSES : Véronique BAILLON (procuration à M. MIGOZZI), Pierre MAYAUDON (procuration à Mme PASCAL), Nadia FOURGEUX-BOUCHAREYCHAS (procuration à M. TESCHER), Spyros DELEMIS, Isabelle LEMARIE (procuration à Mme TOURNOIS), Patrice JOFFRE, Denis MALABOU, Fabrice COMES, Pascal PENNY

Secrétaire de séance : Joëlle PASCAL

Ouverture de séance : 20h10

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 6 mars 2017

Mme SIMONNEAU : Pourquoi les questions diverses n'ont pas été notées ?

Mme le Maire : Parce que j'avais clos la séance quand tu as posé ta question. On va le rajouter au compte-rendu.

M. MIGOZZI : Vous me permettez ce commentaire dans la mesure où j'étais absent pour des raisons professionnelles. J'ai donc découvert avec stupéfaction la déclaration du groupe « Nouveau Rilhac ». Cette déclaration me semble fondée sur des approximations si elles ne relèvent, ce que je n'ose croire, d'erreurs délibérées dûes à une certaine malhonnêteté intellectuelle. Je vais donc m'efforcer de redresser ces erreurs et ces affirmations publiquement. Je passe en préambule sur les formules aussi polémiques qu'outrancières qui évoquent la majorité municipale comme de vulgaires voleurs de grands chemins qui piqueraient dans la poche des Rilhacois. Je me tiens strictement au fait, pour prouver que certaines allégations relèvent à minima d'erreurs dommageables pour la responsabilité d'élus municipaux. Il est ainsi déclaré que certes, les ratios de la commune étaient dégradés mais que la situation était relativement saine puisque la commune n'était pas en faillite. Et épargne brute, même si elle était mince, n'était pas négative. Dois-je vous rappeler que le seul indicateur qui vaille n'est pas celui de l'épargne brute mais celui de l'épargne nette ? L'épargne nette s'obtient quand on a remboursé le capital. A dire vrai, elle s'est spectaculairement effondrée comme le montre sans conteste le graphique du DOB. Elle s'est

effondrée en 2013 à – 230 000 €, en 2014 en – 205 000 €, mais préalablement elle était loin d'être saine puisqu'elle était négative depuis 2010 avec – 8 000 €, 2011 – 50 000€ et 2012 – 18 000 €. Nous avons donc hérité d'une situation budgétaire catastrophique et nous avons dû effectivement prendre des mesures courageuses de redressement des comptes publics qui devraient permettre dès cette année de retrouver une épargne nette positive. Elle est le seul moyen de mettre en œuvre une politique municipale qui réponde aux attentes des Rilhacois et permettre non seulement d'assurer les prestations de service public maintenu mais aussi de financer la création de grands équipements structurants dont les Rilhacois et Rilhacoises ont besoin puisque nous sommes une commune péri-urbaine en pleine ambition.

Deuxièmement, je dirais que vous commettez une erreur qui me semble quand même assez, grossière lorsque vous affirmez que de 2014 à 2016, le nombre d'emplois a augmenté en années cumulées de 9. Vous vous êtes probablement fiés à la seule lecture au fil des mois des comptes rendus des conseils municipaux en additionnant les créations d'emploi. C'est du moins l'hypothèse que je fais parce que je ne vois aucune source fiable qui vous permettez d'affirmer cela. En effet, je pense que vous négligez le fait que lorsque nous créons formellement des emplois ici même, par un jeu d'écriture, souvent nous en supprimons d'autres. Et lorsque nous créons des emplois, ces emplois ne sont pas pour autant occupés par des titulaires, c'est-à-dire ne déclenchent pas des charges salariales. Par exemple, nous avons créé un poste d'attaché qui n'est actuellement pas occupé puisque le DGS occupe un emploi de DGS. De la même manière, le poste de rédacteur territorial que nous avons créé pour le service comptabilité, n'est à l'heure actuelle pas occupé par un titulaire relevant de la catégorie B de la fonction publique territoriale. Je vous précise aussi que d'après les chiffres, qui sont à votre disposition, nous avons à ce jour au 21 mars 2017, même en comptant les deux contractuels récemment arrivés, 67 agents. Si on revient en arrière en 2013, nous avons pris en charge la masse salariale de 74 agents, en 2014 de 77 agents et en 2015 de 79 agents. Contrairement donc à vos déclarations, le nombre d'emplois que nous supportons réellement, est en régression. Par ailleurs, il y a un indicateur qui le prouve clairement et qui prouve clairement que la réorganisation des services techniques qui a été menée depuis un an et demi, porte ses fruits. Elle nous permet d'être plus efficaces et l'un des indicateurs qui ne trompe pas, c'est que du même coup la somme que nous versons à l'association ATOS pour des emplois complémentaires ne cesse de diminuer, puisque nous en étions à 49 606 € de budget ATOS, en 2015 à 52 219 € et à compter du moment où nous avons restructuré, le gain a été immédiat dès 2016. Nous avons donc du versée à l'association ATOS en 2016 que 29 302 € autrement dit la somme qui correspond au recours que nous avons eu à leur service de janvier à juin. A compter de juillet, nous n'avons plus eu recours à l'association ATOS et en 2017 pour l'instant nous en sommes à 0 €. Autrement dit, la restructuration de nos services fait faire des économies à la commune et c'est la voie de la modernité. Cette voie de la modernité que vous dénigrez un peu à mon sens de manière myope, lorsque vous nous reprochez d'avoir recruté un ingénieur. Dois-je vous rappelez que le 16 novembre 2015, la création de ce poste d'ingénieur a été voté à l'unanimité par ce même conseil donc, par vous. Enfin, vous affirmez que les charges salariales ont augmenté de 287 000 €, et vous précisez dans une parenthèse « en tenant compte de la hausse du point d'indice 2016 et des réformes ». Comment ne pas en tenir compte ? Quelle municipalité en France peut échapper à l'application du glissement VIS technicité et la hausse du point d'indice qu'elle ne décide pas ? Par ailleurs, il me semble que vous avez quelque peu commis une erreur de calcul, puisque si je compte bien 287 000 € de charges supplémentaires de personnel, si je les rapporte au 688 000 € de recettes fiscales ça ne fait pas 57 % mais d'après ma calculatrice 41,7 %. Je conclurai en disant que, lorsque vous brocardez les charges de fonctionnement qui seraient les nôtres actuellement

et que vous nous invitez à réduire en taillant dans le vif des services rendus à la population, vous négligez un détail que le DOB indique en toutes lettres, à savoir que les charges de fonctionnement de notre commune sont inférieures à celles des communes de la même strate au plan départemental. Certes, au plan régional effectivement nous sommes au-dessus, mais au plan départemental nous sommes en-dessous. Si nous avons eu recours brutalement à une hausse des impôts, c'était parce que, d'une part, nous n'avons pas de grosses ressources et d'autre part, c'est aussi parce que la politique fiscale qui a été suivie pendant trop longtemps était une politique frileuse qui n'anticipait pas la nécessité de doter la municipalité d'un puissant levier d'action en assurant une épargne nette positive de manière pérenne. C'est ce que nous employons à faire. C'est le choix de la responsabilité et me semble-t-il lorsque vous commettez ce type d'approximations et d'erreurs, vous tournez le dos à la responsabilité que l'on peut attendre d'un élu de terrain.

Mme BURGAUD : Je voulais répondre sur les investissements dont Monsieur MIGOZZI a parlé au début de sa déclaration. La majorité précédente a fait le choix de donner aux Rilhacois des équipements qui étaient attendus et ceux-ci vous savez parfaitement les utiliser et les reprendre à votre compte.

M. MIGOZZI : Un, ces équipements étaient attendus et correspondent indéniablement à un besoin. Ce que nous avons toujours dit, c'est que ce qui était peu responsable c'était d'avoir engagé simultanément la commune dans deux grosses opérations immobilières, au lieu de différer l'une d'entre elles pour que la commune puisse assurer cette charge sans voir s'effondrer ses comptes. Après, c'est le choix de la responsabilité aussi. Une fois que la médiathèque est là, qu'est-ce que vous voulez que nous fassions ? Que nous la fermions ? Au motif qu'elle allait impacter notre budget de fonctionnement et que nous allions devoir embaucher ou maintenir l'emploi des bibliothécaires et acheter des livres ? Non, lorsque l'équipement est livré, la moindre des choses c'est d'assurer un certain suivi dans la politique municipale et de faire profiter les Rilhacois de ce bel équipement qui mérite de rayonner au cœur de la commune.

M. TESCHER : C'était bien de faire des investissements à l'époque. Mais il aurait été encore mieux de prévoir leur financement en engageant bien en amont une hausse légère des impôts qui nous aurait évité de faire une augmentation très forte l'année dernière et l'année précédente.

M. le Maire : Surtout que Monsieur IZARD avait été convoqué à la Préfecture depuis 2008 parce que le budget n'était pas sain.

Adopté à l'unanimité.

Ordre du jour :

Affaires générales :

- 1- désignation des membres des commissions municipales

Finances :

- 2- affectation de résultats 2016 – budget principal
- 3- affectation de résultats 2016 – budget annexe du service de l'eau
- 4- affectation de résultats 2016 – budget annexe service de production et de revente d'énergie
- 5- Approbation des comptes administratifs et des comptes de gestion
- 6- fixation des taux d'imposition locale 2017
- 7- vote du budget principal 2017
- 8- tarifs 2017 du service de l'eau

- 9- vote du budget annexe du service de l'eau 2017
- 10- vote du budget annexe du service de production et revente d'énergie 2017
- 11- subventions aux associations
- 12- subvention de fonctionnement au multi-accueil Lou Pitchounet
- 13- révision des indemnités de fonction des élus

Projets :

- 14- Autorisation pour l'extinction nocturne de l'éclairage public

Questions diverses

1- Désignation des membres des commissions municipales

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-01 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

Madame le Maire rappelle la délibération N°2015-11-01 désignant les membres des commissions municipales.

Elle explique qu'à la suite de la modification de la composition du conseil municipal, elle souhaite modifier les commissions municipales actuelles.

Le vote donne les résultats suivants qui portent composition des commissions. A l'unanimité, le conseil municipal désigne comme membres des commissions :

| Madame le MAIRE : PRESIDENTE | | |
|--|--|---|
| ECONOMIE DEVELOPPEMENT | FINANCES | CULTURE SPORT LOISIRS VIE ASSOCIATIVE |
| MALABOU Denis BAILLON Véronique DELEMIS Spyros PASCAL Joëlle LEMARIÉ Isabelle TESSIER Mireille BAUDRY Thierry BURGAUD Nadine | MALABOU Denis LEMARIE Isabelle TESSIER Mireille COMES Fabrice TESCHER Didier DEBIAIS Sylvie LAFARGE Pascal BURGAUD Nadine | DEBIAIS Sylvie TOURNOIS Sandra PEYMIRAT Christophe LAPLAUD Daniel PASCAL Joëlle SIMONNEAU Brigitte ROLLET Catherine TOURRET Brigitte |
| AFFAIRES SOCIALES | ENFANCE JEUNESSE SCOLARITE | CITOYENNETE COMMUNICATION |
| TESSIER Mireille FUSEAU Corinne FOURGEUX Nadia TOURRET Brigitte DELEMIS Spyros VILLENEUVE Martine BURGAUD Nadine SIMONNEAU Brigitte | TESSIER Mireille LEMARIÉ Isabelle PEYMIRAT Christophe FUSEAU Corinne COMES Fabrice FOURGEUX Nadia ROLLET Catherine BARRUCHE Dimitri | DEBIAIS Sylvie PENNY Pascal TESSIER Mireille TOURNOIS Sandra FUSEAU Corinne COMES Fabrice BURGAUD Nadine LAFARGE Pascal |
| ENVIRONNEMENT | URBANISME VOIRIE | COMMUNAUTE |

| | DEPLACEMENTS FLUX | D'AGGLOMERATION LIMOGES METROPOLE |
|---|--|---|
| BAILLON Véronique PASCAL Joëlle TOURRET Brigitte PENNY Pascal COMES Fabrice VILLENEUVE Martine ROLLET Catherine BARRUCHE Dimitri | TESCHER Didier PEYMIRAT Christophe PENNY Pascal JOFFRE Patrice MAYAUDON Pierre LAPLAUD Daniel BAUDRY Thierry SIMONNEAU Brigitte | MIGOZZI Jacques FUSEAU Corinne MAYAUDON Pierre PEYMIRAT Christophe TESSIER Mireille VILLENEUVE Martine BAUDRY Thierry LAFARGE Pascal |
| PERSONNEL COMMUNAL | | |
| TOURRET Brigitte TESSIER Mireille JOFFRE Patrice TESCHER Didier FOURGEUX Nadia PASCAL Joëlle SIMONNEAU Brigitte BARRUCHE Dimitri | | |

Mme BURGAUD : On ne comprend pas puisque je pensais que lors du conseil municipal du mois de décembre on avait retiré les attributions à Monsieur MALABOU ?

Mme le Maire : Il est membre de la commission.

Adopté à l'unanimité

2- Affectation de résultats 2016 – Budget principal

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-02 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

| | RESULTAT CA 2015 | VIREMENT DE LA SF | RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 | RESTES A REALISER 2016 | SOLDE DES RESTES A REALISER | CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT |
|--------|------------------|-------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|---|
| INVEST | 115 767,49 € | | -218 495,44 € | 235 835,26 € 352 296,81 € | -116 461,55 € | -219 189,50 € |
| FONCT | 397 915,45 € | | 377 840,11 € | | | 775 755,56 € |

| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2016 | 775 755,56 € |
|--|--------------|
| Affectation obligatoire : A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068) | 219 189,50 € |
| Solde disponible affecté comme suit : Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002) | 556 566,06 € |
| Total affecté au c/ 1068 : | 219 189,50 € |

| | |
|--|--------------|
| EXCEDENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2016 | 556 566,06 € |
| Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement | - € |

Adopté à l'unanimité

3- Affectation de résultat 2016 – budget annexe du service de l'eau

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-03 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

| | RESULTAT CA 2015 | VIREMENT DE LA SF | RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 | RESTES A REALISER 2016 | SOLDE DES RESTES A REALISER | CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT |
|--------|---------------------|-------------------------|-----------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|---|
| INVEST | 47 543,04 € | | -25 447,76 € | - € 539,66 € | 539,66 € | - € |
| FONCT | 122 123,93 € | | 33 748,38 € | | | 155 872,31 € |

| | |
|--|-----------------------------|
| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2016 | 155 872,31 € |
| Affectation obligatoire : A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068) | |
| Solde disponible affecté comme suit : Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002) | 20 000,00 € 135 872,31 € |
| Total affecté au c/ 1068 : | |
| EXCEDENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2016 Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement | 135 872,31 € - € |

Adopté à l'unanimité

4- Affectation de résultats 2016 – budget annexe service de production et de revente d'énergie

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-04 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

| | RESULTAT CA 2015 | VIREMENT DE LA SF | RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 | RESTES A REALISER 2016 | SOLDE DES RESTES A REALISER | CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT |
|--------|---------------------|-------------------------|-----------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|---|
| INVEST | 3 271,83 € | | 13 606,83 € | - € - € | | - € |
| FONCT | 1 343,15 € | | 1 114,95 € | | | 2 458,10 € |

| | |
|--|-------------------|
| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2016 | 2 458,10 € |
| Affectation obligatoire : A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068) | - € |
| Solde disponible affecté comme suit : Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002) | 2 458,10 € |
| Total affecté au c/ 1068 : | - € |
| EXCEDENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2016 Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement | 2 458,10 € - € |

Adopté à l'unanimité

Mme le Maire : Mesdames, messieurs, le budget que je viens de vous présenter est conforme aux orientations budgétaires orientées et approuvé à l'unanimité lors du dernier conseil.

5- Approbation des comptes administratifs et des comptes de gestion

Rapporteur : M. TESCHER

Délibération n° 2016- 03-05 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2016 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagnés des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu l'exposé des comptes de gestion de l'exercice 2016 relatifs au budget principal, au compte annexe du service de l'eau, et à celui du service de production revende d'énergie.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution des budgets de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Déclare que les comptes de gestion, tous budgets confondus, dressés pour l'exercice 2016 par le Receveur, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

Adopté à l'unanimité.

6- Fixation des taux d'imposition locale 2017

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-06 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

Madame Chadoin indique au Conseil Municipal qu'il convient de voter le taux des trois taxes locales relevant de la compétence de la commune, c'est-à-dire la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Ces bases d'imposition à partir desquelles est établi le produit de chaque taxe évoluent tous les ans du fait :

- de modifications physiques, par exemple de l'évolution des constructions sur la commune,
- de la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières décidée par le parlement dans la loi de finances.

| | Taux actuel en % | Augmentation en % | Point supplémentaire | Nouveau taux 2017 en % |
|----------------------|------------------|-------------------|----------------------|------------------------|
| taux de TH | 18.72 | 1.75 | 0.33 | 19.05 |
| taux de TFPB | 23.96 | 1.75 | 0.42 | 24.38 |
| taux de TFPNB | 109.91 | 1.75 | 1.92 | 111.83 |

| Augmentation des bases- produit assuré 2017 | | | | | | |
|---|-------------------------|-----------|---------------|---|--|---------------------------|
| | Bases d'imposition 2016 | Taux 2016 | Produits 2016 | Bases d'imposition prévisionnelles 2017 | Augmentation du taux d'imposition (en %) | Produits à taux constants |
| Taxe d'habitation | 7 725 000 | 18.72 % | 1 404 479 | 7 502 559 | 1.75 | 1 429 238.00 |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | 4 461 000 | 23.96 % | 1 071 565 | 4 532 000 | 1.75 | 1 104 902.00 |

| | | | | | | |
|---|--------|----------|--------|---------------|------|---------------------|
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 49 600 | 109.91 % | 54 536 | 49 000 | 1.75 | 54 797.00 |
| TOTAL produits | | | | TOTAL | | 2 588 937.00 |
| | | | | Soit + | | 58 357.00 |

17 voix pour et 5 voix contre

7- Vote du budget principal 2017

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-07 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

SECTION DE FONCTIONNEMENT

| FONCTIONNEMENT DEPENSES | |
|--|---------------------|
| chapitre 606 : achats non stockés de matières et fournitures | 529 040.00 |
| chapitre 61 : services extérieurs | 321 680.00 |
| chapitre 62 : autres services extérieurs (sauf compte 621) | 144 240.00 |
| chapitre 635 : autres impôts taxes versements assimilés | 7 040.00 |
| chapitre 621 : personnel extérieur au service | 10 500.00 |
| chapitre 633 : versements assimilés sur rémunérations | 34 000.00 |
| chapitre 64 : charges de personnel | 2 304 600.00 |
| chapitre 65 : autres charges de gestion courante | 577 381.00 |
| chapitre 66 : charges financières | 267 120.00 |
| chapitre 67 : charges exceptionnelles | 32 453.00 |
| chapitre 6811 : dotation aux amortissements | 94 706.00 |
| chapitre 014 atténuation de produits | 50 394.00 |
| Dépenses imprévues 022 | 270 000.00 |
| Virement à la section d'investissement 023 | 220 000.00 |
| TOTAL | 4 863 154.00 |

L'équilibre est assuré au moyen des recettes suivantes :

| FONCTIONNEMENT RECETTES | |
|---|---------------------|
| chapitre 70 : produits des services du domaine | 457 670.00 |
| chapitre 73 : impôts et taxes | 2 702 637.00 |
| chapitre 74 : dotations subventions et participations | 1 003 825.00 |
| chapitre 75 : autres produits de gestion courante | 58 600.00 |
| chapitre 76 : produits financiers | 75.00 |
| chapitre 77 : produits exceptionnels sur opération de gestion | 8 050.46 |
| chapitre 013 : atténuation des charges de personnel | 59 000.00 |
| Chapitre 042 : opérations d'ordre | 16 500.00 |
| 002 résultat de fonctionnement reporté | 556 796.54 |
| TOTAL | 4 863 154.00 |

Les prévisions totales de la section de fonctionnement s'équilibrent en dépenses et recettes à **la somme totale de : 4 863 154.00 €.**

SECTION D'INVESTISSEMENT

A cette section, sont présentés séparément en dépenses et recettes, les opérations financières (remboursement d'emprunts, créances), les opérations d'ordre, les équipements non individualisés, et les chapitres "opérations spécifiques" réunissant plusieurs comptes d'imputation.

En section d'investissement, le principe de vote des crédits dépenses recettes se fait au niveau du chapitre et non de l'article. Pour les opérations dites spécifiques, le vote des crédits et leur suivi s'effectuent sur chaque opération individualisée.

DEPENSES

RESTES A REALISER :

| Opérations Programmes | Libellé | Article imputation | Inscriptions budgétaires | Mandaté | Restes à réaliser |
|--|---|--------------------|--------------------------|------------|-------------------|
| AMENAGEMENTS ESPACES NATURELS | | | | | |
| O19 | Etang Guillot travaux réfection barrage | 2312 | 129 900,00 | 0,00 | 129 900,00 |
| Construction bibliothèque multimédia | | | | | |
| O20 | Quadria SA Lot 2 matériel image son | 2188 | 2 481,60 | 1 777,20 | 704,40 |
| O20 | Lot 2 mobilier confort Perspectives amgt | 2184 | 264,00 | 0,00 | 264,00 |
| O20 | Complément mobilier 1 armoire | 2184 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| Travaux abords Médiathèque | | | | | |
| O23 | 1 % Projet Artistique | 2312 | 16 000,00 | 0,00 | 16 000,00 |
| O23 | Poste travaux agencement abords | 2312 | 36 000,00 | 1 158,14 | 34 841,86 |
| O23 | Poste réseau éclairage | 2315 | 40 300,00 | 0,00 | 40 300,00 |
| Matériel équipement mobilier administratif | | | | | |
| P9300 | Acquisition coffre-fort | 2183 | 4 764,00 | 0,00 | 4 764,00 |
| Parc informatique écoles élémentaires | | | | | |
| O25 | Parc informatique écoles élémentaires | 2183 | 38 800,00 | 0,00 | 38 800,00 |
| O25 | Parc informatique écoles élémentaires | 2188 | 5 950,00 | 0,00 | 14 338,00 |
| Bâtiment administratif mairie | | | | | |
| P7801 | Bâtiment administratif mairie (ADAP) | 2313 | 15 468,00 | 0,00 | 15 468,00 |
| Construction du préau Aménagement cour | | | | | |
| O24 | Jeux + portail | 21312 | | 3 398,41 | 0,00 |
| O24 | Travaux aménagement cour | 2312 | 130 141,82 | 80 964,13 | 1 531,95 |
| O24 | Travaux construction préau | 2313 | 78 896,00 | 122 403,18 | |
| O24 | Maîtrise d'Œuvre et autres missions | 2313 | 13 657,00 | 12 417,60 | 336,60 |
| BATIMENT 1 RUE DU PEYROU ATELIERS | | | | | |
| P7802 | Agencement nouveau bureau et magasin gestion stocks | 2313 | 7 000,00 | 0,00 | 7 000,00 |
| BATIMENT A USAGE POSTE | | | | | |
| P8202 | Travaux dans cadre mise aux normes | 2313 | 25 068,00 | 0,00 | 25 068,00 |

| | | | | | |
|---------------------------------|--|------|-----------|------|-------------------|
| | accessibilités (ADAP) | | | | |
| TRAVAUX RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC | | | | | |
| P8900 | Eclairage aire de pétanque | 2315 | 14 520,00 | 0,00 | 14 520,00 |
| Création site internet | | | | | |
| P1000 | Site internet | 2051 | 4 200,00 | 0,00 | 4 200,00 |
| Achat matériel service culture | | | | | |
| P1001 | Mobilier | 2184 | 600,00 | 0,00 | 600,00 |
| P1001 | Grilles d'expo + crochet + rails + tiges | 2188 | 2 160,00 | 0,00 | 2 160,00 |
| TOTAL | | | | | 352 296.81 |

INVESTISSEMENTS NOUVEAUX :VOTE PAR CHAPITRES/OPERATIONS

INVESTISSEMENTS 2017 VOTE PAR OPERATION

| Opérations Programmes | Libellé | Article imputation | Nouvelle Inscription budgétaire |
|---|---|--------------------|---------------------------------|
| Opération 126 | Achat terrain régularisation cession | | |
| | Maison Cassepierre | 21318 | 30 000,00 € |
| | Terrain Cassepierre | 2115 | 65 000,00 € |
| | Frais de notaires Maison | 21318 | 821,00 € |
| | Frais de notaires Terrain | 2115 | 1 779,00 € |
| | Régularisation cessions | 2115 | 2 640,00 € |
| TOTAL | | | 100 240,00 € |
| Opération 127 | Véhicule 7,5t service technique | | |
| | Camion 7,5t | 2182 | 51 000,00 € |
| TOTAL | | | 51 000,00 € |
| Opération 128 | Matériel salle polyvalente | | |
| | Chaises salles | 2184 | 4 680,00 € |
| TOTAL | | | 4 680,00 € |
| Opération 129 | Matériel service technique | | |
| | Bureau | 2184 | 300,00 € |
| | Malette urgence astreinte | 2158 | 300,00 € |
| | Herse souple | 2158 | 780,00 € |
| | Tiroir fly caise(régie technique) + aménagement régie | 2181 | 1 800,00 € |
| | Echafaudage (Document unique) | 2158 | 2 640,00 € |
| | Matériel à mettre aux normes (Document unique) | 2158 | 2 178,00 € |
| | Autolaveuse écoles | 21571 | 4 200,00 € |
| TOTAL | | | 12 198,00 € |
| Opération 130 Réaménagement mairie | | | |
| | Aménagements bureaux salles mairie | 2313 | 37 320,00 € |
| | Mobilier réaménagement mairie | 2184 | 8 520,00 € |
| | Traitement acoustique salle des mariages | 2313 | 1 440,00 € |
| | Matériel mairie massicot plieuse | 2183 | 1 920,00 € |
| | Serveur | 2183 | 6 000,00 € |
| | Nouveaux ordinateurs | 2183 | 10 020,00 € |
| TOTAL | | | 65 220,00 € |

| | | | |
|---|--|-------|---------------------|
| Opération 131 | Accessibilité, travaux Ecoles | | |
| | Accessibilité ADAP Jaurès | 2313 | 51 840,00 € |
| | Accessibilité ADAP Jaurès | 2181 | 51 840,00 € |
| | Clôture anti-intrusion Saint-Exupéry | 2128 | 2 220,00 € |
| | Ouverture classe Mandela | 21312 | 3 000,00 € |
| TOTAL | | | 108 900,00 € |
| Opération 132 | Modification PLU | | |
| | Modification PLU | 202 | 30 000,00 € |
| TOTAL | | | 30 000,00 € |
| Opération 133 | Eclairage public | | |
| | Extinction de l'éclairage public | 2315 | 20 280,00 € |
| TOTAL | | | 20 280,00 € |
| Opération 134 | Fibre optique | | |
| | Fibre optique | 2315 | 13 200,00 € |
| TOTAL | | | 13 200,00 € |
| Opération 135 | Matériel ALSH | | |
| | Tablettes | 2183 | 808,80 € |
| | Logiciel Noé | 2051 | 1 231,20 € |
| TOTAL | | | 2 040,00 € |
| Opération 136 | Médiathèque stores /signalétiques | | |
| | Stores salle activités médiathèque | 2188 | 3 600,00 € |
| | Signalétique médiathèque | 2181 | 2 160,00 € |
| TOTAL | | | 5 760,00 € |
| Opération 023 Aménagements cœur du bourg | | | |
| | Abords médiathèque | 2312 | 56 220,00 € |
| | Poste réseau éclairage | 2315 | |
| | Mobilier urbain abord médiathèque | 2188 | 5 628,00 € |
| TOTAL | | | 61 848,00 € |
| Opération 137 | Licence IV | | |
| | Achat licence IV | 2051 | 4 000,00 € |
| TOTAL | | | 4 000,00 € |
| TOTAL OPERATIONS | | | 479 366,00 € |

| VOTE PAR CHAPITRE | | | |
|--------------------------|---|------------------------------------|-------------------|
| Chapitre 21 | | Immobilisations corporelles | |
| P1002 | Plantes cimetière | | |
| | Végétalisation | 2121 | 2 640,00 € |
| TOTAL | | | 2 640,00 € |
| P1003 | Restaurant scolaire portail /rampe | | |
| | Automatisation portail | 21312 | 6 000,00 € |
| | Rampe accès | 21312 | 3 000,00 € |
| | | | 9 000,00 € |

| | | | |
|------------------------------------|--|-------|---------------------|
| P1004 | Porte gymnase | | |
| | Porte extérieure | 21318 | 900,00 € |
| TOTAL | | | 900,00 € |
| | Grilles d'expo + crochet + rails + tiges | 2188 | |
| TOTAL | | | |
| P1005 | Tablettes numériques | | |
| | Tablettes numériques | 2183 | 5 760,00 € |
| | | | 5 760,00 € |
| Total chapitre 21 | | | 18 300,00 € |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL CHAPITRE + OPERATIONS | | | 493 666,00 € |

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

| | |
|--|----------------|
| Subventions d'équipements 13911 | 2591.00 |
|--|----------------|

EMPRUNT :

| | |
|---|-------------------|
| REMBOURSEMENT EMPRUNT (capital) 1641 | 462 391.19 |
|---|-------------------|

RECETTES

RESTES A REALISER :

| Opérations Programmes | Libellé | Organismes | Article imputation | Inscriptions budgétaires | Perçu | Restes à réaliser |
|--|---|-----------------------|--------------------|--------------------------|-----------|-------------------|
| AMENAGEMENTS ESPACES NATURELS | | | | | | |
| O19 | Etang Guillot travaux réfection barrage | Préfecture | 1328 | 9 643,00 | 0,00 | 9 643,00 |
| Construction bibliothèque multimédia | | | | | | |
| O20 | Construction médiathèque | Région | 1322 | 64 679,00 | 51 743,20 | 12 935,80 |
| Travaux abords Médiathèque | | | | | | |
| O23 | Aménagements abords médiathèque | Département | 1323 | 47 700,00 | 14 310,00 | 33 390,00 |
| Parc informatique écoles élémentaires | | | | | | |
| O25 | Parc informatique écoles élémentaires | Préfecture | 1341 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| Construction du préau Aménagement cour | | | | | | |
| O24 | Construction préau aménagement cour | Réserve parlementaire | 1328 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| O24 | Construction préau aménagement cour | Département | 1323 | 6 440,00 | 0,00 | 6 440,00 |
| O24 | Construction préau aménagement cour | Préfecture | 1341 | 44 086,25 | 0,00 | 44 086,25 |
| Réhabilitation extension école maternelle | | | | | | |
| P7803 | Réhabilitation extension école maternelle | TOTAL | 1318 | 4 024,00 | 0,00 | 4 024,00 |
| P7803 | Réhabilitation extension école maternelle | TOTAL | 1318 | 672,00 | 0,00 | 672,00 |
| P7803 | Réhabilitation extension école | TOTAL | 1318 | 2 556,00 | 0,00 | 2 556,00 |

| | | | | | | | |
|--------------|---|-------------|------|------------|-----------|-------------------|--|
| | maternelle | | | | | | |
| P7803 | Réhabilitation extension école maternelle | DETR | 1341 | 154 000,00 | 83 678,99 | 70 321,01 | |
| P7803 | Réhabilitation extension école maternelle | Région | 1322 | 93 836,00 | 75 068,80 | 18 767,20 | |
| P7803 | Réhabilitation extension école maternelle | Département | 1323 | 16 000,00 | 0,00 | 16 000,00 | |
| P7803 | Réhabilitation extension école maternelle | Département | 1323 | 40 000,00 | 36 000,00 | 4 000,00 | |
| TOTAL | | | | | | 235 835,26 | |

RECETTES :

| | |
|---|-------------------|
| Report d'affectation | 97 273.00 |
| 024 (vente du terrain logements sociaux) | 95 000.00 |
| VERSEMENT SECTION FONCTIONNEMENT (021-023) | 220 000.00 |
| FCTVA | 62 430.00 |
| Amortissements | 94 706.00 |
| SUBVENTIONS 2016 A REINSCRIRE | 83 733.00 |
| SUBVENTIONS 2017 | 61 740.00 |
| TAXE D'AMENAGEMENT | 56 000.00 |

EMPRUNT :

| | |
|---------------------------|-------------------|
| EMPRUNT NECESSAIRE | 308 227.74 |
|---------------------------|-------------------|

Les prévisions totales de la section d'investissement s'équilibrent en dépenses et recettes à **la somme totale de 1 314 945 €**

Mme TOURNOIS : Lors du débat sur les orientations budgétaires proposées pour l'élaboration du budget 2017, à l'ordre du jour du conseil municipal du 6 mars dernier, notre groupe a réaffirmé son attachement aux valeurs du service public et de justice sociale. Il réitère aujourd'hui que le budget qui nous est présenté doit, au vu de la réelle situation financière de notre commune, continuer à veiller à la maîtrise des dépenses publiques mais aussi à maintenir un taux d'investissement en adéquation avec nos possibilités sans pour cela créer un climat anxigène et de suspicion vis-à-vis de la municipalité précédente. Il réprovoque fermement les intentions que nous prête le groupe « Un Nouveau Rilhac » par le fait que la majorité municipale pratiquerait une politique de surfiscalisation du territoire en prenant dans la poche des contribuables rilhacois et qu'elle serait en économie au service de notre programme électoral. Il est aussi regrettable de se prévaloir de l'opposition sans tenir compte de l'électorat de droite et d'extrême droite toujours aussi menaçant sur notre commune. Il nous semblerait plus judicieux d'approuver un budget qui se veut réaliste plutôt que d'attiser des querelles malsaines et complètement improductives pour l'avenir. C'est donc en toute responsabilité que le groupe « Communiste et apparenté » approuve ce budget 2017.

8- Tarifs 2017 du service de l'eau

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-08 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

Madame le Maire demande au Conseil Municipal de fixer les tarifs 2017 s'appliquant à la régie à seule autonomie

financière du service de distribution d'eau potable ; ces tarifs sont libellés hors taxes, à l'identique des crédits budgétaires.

Les tarifs suivants sont proposés :

| Consommation | | |
|---|--------------|-----------------|
| | 2016 | 2017 |
| Augmentation prévue | +3% | + 1.75 % |
| Tarif domestique de vente de l'eau au m³ consommé | | |
| | 1.495 | 1.522 |
| Compteurs locatifs : | | |
| - location et entretien de compteurs | 6.73 | 6.85 |
| - entretien de branchements | 9.04 | 9.20 |
| Compteurs privés : | | |
| - entretien de compteurs | 2,26 | 2.30 |
| - entretien de branchements | 9.04 | 9.20 |

| Participation des tiers aux branchements neufs sur le réseau public d'eau potable | | |
|--|------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 |
| Augmentation | + 3% | + 1.75 % |
| jusqu'à 8 mètres linéaires | | |
| | 1 253.00 | 1 275.00 |
| au-delà de 8 mètres linéaires | | |
| | Coût réel | Coût réel |
| le tarif des branchements relatifs aux immeubles collectifs, industriels, groupements d'habitations, divisions, opérations immobilières modifications de l'existant, sera déterminé par l'intermédiaire d'un devis estimatif dressé par les services communaux, en fonction du bordereau des prix du marché à bons de commandes en vigueur | | |

| Participation des usagers au remplacement des compteurs | | |
|--|----------------|----------------|
| | 2016 | 2017 |
| Augmentation | + 3% | + 1.75% |
| Remplacement du compteur d'eau en cas de détérioration du fait du propriétaire ou du locataire de la construction (gel du compteur en l'absence de protection adaptée ou autres) | 35.05 € | 35.66 |

Adopté à l'unanimité.

9- Vote du budget annexe sur service de l'eau 2017

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-09 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

Madame Chadoin propose au vote du Conseil Municipal les crédits prévisionnels qui composent le budget primitif 2017 du service annexe eau exploité en régie à seule autonomie financière et soumis aux dispositions de la M.49 applicable aux services publics industriels et commerciaux.

L'équilibre budgétaire 2017 est assuré pour chaque section de fonctionnement et d'investissement ; les recettes attendues de ce budget sont déterminées avec les tarifs votés précédemment au cours de cette même séance publique du Conseil Municipal.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les crédits formant cette section représentent une prévision totale dépenses recettes égale à : **502 600.00 €**

DEPENSES

| ARTICLE | LIBELLE | SERVICE EAU |
|--------------------|---|-------------------|
| 011 | CHAPITRE – CHARGES A CARACTERE GENERAL | 316 900.00 |
| 604-605-606 | Achat matières premières - prestations de services études équipements travaux (<i>prestations de personnel - marché à commandes branchements...</i>) | 225 560.00 |
| 61 | Services extérieurs - prestations diverses – entretien réparations (<i>marché à commandes entretien réseaux, maintenance installations et divers frais ...</i>) | 61 020.00 |
| 62 | Autres services extérieurs – rémunération intermédiaires et divers prestataires (<i>gestion rôle facturation, frais de télécommunications ...</i>) | 10 370.00 |
| 63 | Autres impôts et taxes – redevances aux autres organismes extérieurs (<i>taxes liées à la distribution de l'eau et au titre des prélèvements ressources en eau</i>) | 7 500.00 |
| 701249 | Taxes et redevances – Reversement à l'Agence de l'Eau des redevances annuelles perçues pour pollution d'origine domestique | 41 000.00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante – pertes sur créances irrécouvrables ... | 32 300.00 |
| 66111 | Charges financières Intérêts des emprunts | 9 690.00 |
| 6811 | chapitre d'ordre 042 de transfert entre sections Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 55 502.00 |
| 67 | Charges exceptionnelles dont titres annulés (édités sur exercices antérieurs) | 24 650.00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 12 358.00 |
| 023 | Autofinancement complémentaire – de la section d'investissement | 30 000.00 |
| | TOTAUX = | 502 600.00 |

RECETTES

| ARTICLE | LIBELLE | SERVICE EAU |
|------------|--|-------------------|
| 70 | VENTE PRODUITS – PRESTATIONS DE SERVICE | 361 400.00 |
| 701 | Vente d'eau aux abonnés | 314 800.00 |
| 704 | Travaux – participation des tiers aux branchements | 19 600.00 |
| 706 | Prestations de service – redevances annuelles | 27 000.00 |
| 771 | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 300.00 |
| 777 | chapitre d'ordre 042 –de transfert entre sections quote-part subventions d'investissement transférées au compte de résultat | 4 725.00 |
| 778 | Autres produits exceptionnels | 300.00 |
| 002 | Excédent antérieur reporté | 135 875.00 |
| | TOTAUX = | 502 600.00 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

Elle s'équilibre à un total de prévisions égal à : 191 427.00 €

DEPENSES

| ARTICLE | LIBELLE | SERVICE EAU |
|---------|---|-------------------|
| 164 | compte 1641 –emprunts en euros | 16 152.00 |
| 2156 | Matériel spécifique d'exploitation – compteurs | 5 000.00 |
| | Maillage du Gué du Marchand | 35 000.00 |
| | Canalisation Carrefour Jaurès/Saint-Exupéry | 35 000.00 |
| | Alimentation algécos pétanque | 3 700.00 |
| 2315 | Immobilisations corporelles en cours - Installations - construction de réseaux | 7 967.00 |
| 2315 | Interconnexion en eau potable | 92 000.00 |
| 139-1 | chapitre d'ordre 040 –de transfert entre sections Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat | 4 725.00 |
| | TOTAUX = | 191 427.00 |

RECETTES

| ARTICLE | LIBELLE | SERVICE EAU |
|---------|--|-------------------|
| 1323 | Subventions d'équipement | 31 830.00 |
| | SOUS-TOTAL C / 13 | 31 830.00 |
| 164.1 | Réalisation emprunts en euros | 32 000.00 |
| | chapitre d'ordre 040 –de transfert entre sections | 55 502.00 |
| 281 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | |
| 001 | Excédent antérieur reporté | 42 095.00 |
| 021 | Autofinancement complémentaire – virement de la section d'exploitation | 30 000.00 |
| | TOTAUX = | 191 427.00 |

Adopté à l'unanimité.

10- Vote du budget annexe du service de production et revente d'énergie 2017

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-10 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

Madame Chadoin soumet au Conseil Municipal le projet de budget primitif 2017 se rapportant à l'activité annexe de production et revente d'énergie mise en place en avril 2010.

A titre de rappel des principaux fondements encadrant ce budget, il s'agit d'une régie assortie d'une autonomie financière soumise à l'instruction comptable M4 s'appliquant aux SPIC (services publics à caractère industriel et commercial).

Les crédits budgétaires en raison de la dispense accordée en matière de TVA sont présentés en valeurs toutes taxes.

Pour mémoire, les cadences d'amortissement adoptées sont respectivement sur une durée de 12 ans pour les subventions régionale et départementale, et 20 ans en ce qui concerne les immobilisations formées par les équipements du dispositif photovoltaïque. (Renvoi à la séance du 08 juin 2010 délibération n° 2010-06-13 déposée en Préfecture le 10 juin 2010).

Les propositions de crédits composant le budget primitif annexe 2017 de production et vente d'énergie se développent à l'intérieur de chaque section de la façon suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

| CHAP | LIBELLE CHAPITRE - LIGNE BUDGETAIRE | CREDIT |
|-----------------|--|------------------|
| DEPENSES | | 10 888.00 |
| 6156 | Frais de maintenance des installations | 800.00 |
| 6161 | Prime assurance | 1 000.00 |
| 6262 | Frais de télécommunication | 900.00 |
| 6287 | Remboursement de frais | 500.00 |
| 6288 | Prestations diverses extérieures | 300.00 |
| 66111 | Règlement à l'échéance des intérêts de l'emprunt | 2 109.00 |
| 6811 | chapitre d'ordre 042 –dotation annuelle aux amortissements immobilisations | 4 215.00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 400.00 |
| RECETTES | | 10 888.00 |
| 0110 -R | Report - résultat excédentaire antérieur | 2 458.10 |
| 707 | Produit de gestion courante : revente énergie à EDF | 7 500.00 |
| 7718 | Autres produits exceptionnels sur opération de gestion | 199.90 |
| 777 | chapitre d'ordre 042 – quote part subventions investissement transférées | 730.00 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

| CHAP | LIBELLE CHAPITRE - LIGNE BUDGETAIRE | CREDIT |
|-----------------|--|------------------|
| DEPENSES | | 21 094.00 |
| 13912-13 | Ecriture interne – subvention d'équipement attribuée par la Région et le département | 727.00 |
| 1641 | Remboursement à échéance du capital de l'emprunt | 5 368.00 |
| 2315 | Enveloppe prévisionnelle – agencements divers | 14 999.00 |
| RECETTES | | 21 094.00 |
| 0110 -R | Report - résultat excédentaire antérieur | 16 879.00 |
| 28157 | Dotation annuelle d'amortissement des immobilisations | 4 215.00 |

Adopté à l'unanimité.

11- Subventions aux associations

Rapporteur : Mme DEBIAIS

Délibération n° 2016- 03-11 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

La commission « Culture, Sport, Loisirs et Vie Associative » propose d'attribuer les montants suivants, calculés selon les critères définis par délibération du 30.03.2015 :

| Associations | 2016 | 2017 |
|--------------------|----------------|----------------|
| Catégorie 1 | | |
| Judo | 1780.00 | 1930.00 |

| | | |
|-----------------------------|-----------------|-----------------|
| BBRR | 4884.00 | 4707.00 |
| AC2R | 1800.00 | 1730.00 |
| TCRR | 1690.00 | 1520.00 |
| CARR | 7180.00 | 7430.00 |
| But Rilhacois | 750.00 | 1000.00 |
| Gymnastique volontaire | 1480.00 | 1480.00 |
| Les hirondelles | 790.00 | 830.00 |
| Taekwondo | 580.00 | 1030.00 |
| Rilhac-danse | 970.00 | 1480.00 |
| Yoga | 540.00 | 540.00 |
| | 22444.00 | 23677.00 |
| Catégorie 2 | | |
| Rilhac Temps libre | 1655.00 | 1452.00 |
| Théâtre de l'art scène | 427.00 | 314.00 |
| Patchwork | 294.00 | 174.00 |
| | 2376.00 | 1940.00 |
| Catégorie 3 | | |
| Magisteres lemovices | 210.00 | / |
| Géologie | 210.00 | 300.00 |
| Anciens de l'école de Cass. | 470.00 | 510.00 |
| Club des aînés | 670.00 | 670.00 |
| Le gardon | 770.00 | 810.00 |
| Amis de Cassepierre | 600.00 | 420.00 |
| Rilhac-accueil | 290.00 | 330.00 |
| Amis de guillot | 420.00 | 580.00 |
| La récré | 0 | 720.00 |
| ACCA | 0 | 290.00 |
| Comité des fêtes | 760.00 | 700.00 |
| | 4400.00 | 5330.00 |
| Catégorie 4 | | |
| | | |
| Lotissement de Bramaud | 210.00 | 260.00 |
| Les hauts du combaud | 200.00 | 200.00 |
| ACPG | 270.00 | 60.00 |
| FNACA | 270.00 | 270.00 |
| ADUR | 120.00 | / |
| FNATH | 310.00 | 310.00 |
| Trait D'union | 0 | / |
| AELU | 170.00 | 250.00 |
| UNACITA | 200.00 | 240.00 |
| | 1750.00 | 1590.00 |
| Catégorie 6 | | |
| | | |
| Amicale du personnel | 600.00 | 600.00 |

Mme TOURNOIS : Je ne participe pas au vote.

Mme BURGAUD : Moi non plus.

Adopté à l'unanimité.

12- Subventions de fonctionnement au multi-accueil Lou Pitchounet

Rapporteur : Mme TESSIER

Délibération n° 2016- 03-12 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

Madame Tessier expose que l'association « Lou Pitchounet » sollicite une subvention 2017 d'un montant global de 81 500.00 €.

Une avance de 40 000 € sur la subvention 2017 a été accordée en décembre 2016 pour subvenir aux dépenses des quatre premiers mois de l'année 2017. En effet, l'association ne disposait pas assez de trésorerie pour faire face aux diverses charges, ne percevant les prestations de la CAF qu'en juin.

Compte tenu du bilan financier 2016 et du budget prévisionnel 2017 présenté d'un montant de 256 265.00 €, elle propose d'allouer pour 2017 une subvention totale de 81 500.00 €.

Adopté à l'unanimité.

13- Révision des indemnités de fonction des élus

Rapporteur : Mme le Maire

Délibération n° 2016- 03-13 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

Vu le code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2123-20 et suivants ;

Vu le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 et ses effets sur les indemnités des élus ;

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer, dans les conditions prévues par la loi, les indemnités de fonction versées à chacun des adjoints au maire et conseillers délégués, étant entendu que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal ;

Madame le Maire demande aux membres du conseil municipal de bien vouloir délibérer sur ce point.

Le Conseil Municipal, entendu les différents exposés, après délibération, à l'unanimité :

- décide que le tableau des indemnités attribuées aux élus rémunérés est modifié ainsi :

| NOM/PRENOM | FONCTION | INDICE | % INDICE |
|-------------------|--|--|----------|
| CHADOIN Annick | Maire | Indice brut terminal de la fonction publique | 55 |
| TESCHER Didier | 1 ^{er} adjoint | | 22 |
| DEBIAIS Sylvie | 2 ^{ème} adjoint | | 22 |
| TESSIER Mireille | 3 ^{ème} adjoint | | 22 |
| MIGOZZI Jacques | 4 ^{ème} adjoint | | 11 |
| TOURRET Brigitte | 5 ^{ème} adjoint | | 22 |
| BAILLON Véronique | Conseiller municipal délégué à l'environnement | | 11 |

Adopté à l'unanimité.

14- Autorisation pour l'extinction nocturne de l'éclairage public

Rapporteur : M. TESCHER

Délibération n° 2016- 03-14 exécutoire compte tenu de la réception en Préfecture le 27 mars 2017 et son affichage le 28 mars 2017

L'éclairage public fonctionne de façon conventionnelle 4100H par an. Ses critères qualitatifs sont définis par la norme Européenne EN 13-201 qui règlemente le niveau d'éclairement et impose au maître d'ouvrage d'assurer la maintenance des infrastructures en place. En revanche, aucune obligation légale à éclairer les voies publiques n'est précisée, tant au niveau des normes ou arrêtés techniques, que du CGCT.

Ainsi, une coupure générale, permet de réduire la consommation électrique des installations tout en assurant la qualité du service apporté par l'éclairage public aux heures où la fréquentation est la plus importante.

Mme PASCAL : Combien de communes en Haute-Vienne pratiquent déjà l'extinction nocturne de l'éclairage public ?

M. TESCHER : Je sais que sur l'Agglo, il y a Condat-sur-Vienne, Le Vigen, Solignac, Isle. Couzeix est en train de travailler aussi sur ce projet. Il faut savoir que, dans le SCOT qui est en cours d'adoption par le SIEPAL il y aura obligation d'intégrer en plus de la trame verte et de la trame bleue, une trame noire qui concerne l'éclairage nocturne. Nous anticipons la chose et comme cela avait été évoqué en commission, l'investissement est d'environ 22 000 € pour une économie réalisée de 20 000 € par an.

Adopté à l'unanimité.

M. MIGOZZI : Saint-Gence s'est engagé dans une phase expérimentale depuis 2015 sur le bourg, la commune procède à une extinction totale entre minuit et six heures, et l'extinction est envisagée sur l'ensemble du territoire fin 2016. Aureil a déjà en place une extinction de 23 h à 6 h sauf sur deux carrefours le long de la départementale. Ils ont informé la population sur leur bulletin municipal et au cours d'une réunion publique lors de laquelle la gendarmerie présente a précisé que les cambriolages ont lieu le jour et que l'éclairage nocturne n'était pas dissuasif. A Eyjeaux, ils éteignent complètement de 23h à 6h hors du centre bourg où ils réduisent la puissance. A Peyrilhac, la moitié de la commune est déjà éteinte. Toute la commune devrait l'être en 2017 de minuit à 6h. A Condat, tout est éteint entre 23h et 6h sauf l'Avenue de Limoges et l'avenue de la République qui sont des grands axes. A Boisseuil, ils fourbissent le projet après des travaux que mène le SEHV actuellement, d'éteindre entre 23h et 5h sauf peut-être à Carrefour. Le Palais n'éteint pas complètement entre 23h et 6h mais l'éclairage est très réduit le long de la départementale traversante. Seul Panazol, d'après ceux que j'ai interrogés n'a pas abordé ce dossier. Ils affrontent un problème de continuité urbaine avec Limoges si l'éclairage est éteint.

Questions diverses

Mme SIMONNEAU : Dans le magazine de l'Agglo que l'on reçoit, il est inscrit qu'il y a 25 passages maximum à la déchetterie pour les déchets verts ? Je voudrais savoir exactement comment ils vont être calculés ?

M. TESCHER : C'est 25 BIP de la carte, c'est-à-dire que si vous faites 5 allers-retours dans la journée c'est 5

passages.

Mme SIMONNEAU : *Ce n'est pas normal.*

M. TESCHER : *Il faut faire du compostage et du broyage, réutiliser sur votre terrain tous les déchets verts de votre jardin. N'importe quel jardin peut absorber l'ensemble de déchets verts qu'il produit. C'est juste une habitude à prendre. C'est beaucoup plus facile de charger sa remorque et d'aller le mettre à la déchetterie. Cela a un coût très important pour l'Agglo. En tonnage c'est pratiquement autant que les déchets ménagers qui partent à l'incinérateur. L'intention de l'Agglo est de faire diminuer les quantités de déchets verts que les habitants vont aller déposer dans les déchetteries.*

M. MIGOZZI : *Effectivement, c'est une mesure qui se veut fortement incitative pour que les particuliers broient, compostent sur leur fonds privés de façon à limiter l'apport de déchets verts dans les déchetteries communautaires. Il faut savoir que ce gabarit de 25 passages a été fixé sur la foi de statistiques, qui au préalable, ont été collectés sur l'ensemble des déchetteries. Elles font apparaître dans une écrasante majorité que les usagers (à 96 ou 97 %) ne viennent pas plus de 25 fois en déchetterie. Un Rilhacois, lors d'une de mes permanences s'est insurgé contre cette mesure jugée liberticide, puisqu'il était à 53 passages en 2016. C'est tout simple, chaque fois qu'il a un petit sac, il l'amène à la déchetterie. Il a écrit une lettre à l'Agglo. J'ai reçu une lettre en réponse : « La limitation a été actée par les Elus de Limoges Métropole en nombre de passages, car il s'agit d'un comptage objectif et non discutable. En effet, les déchetteries n'ont pas été conçues pour disposer de pont bascule afin de peser les apports. D'autre part, les mentions volumes par les agents d'accueil n'ont pas encore été retenues pour éviter d'éventuels conflits d'interprétation sur les quantités apportées. Les déchetteries ont été développées à partir des années 1980 et ont effectivement beaucoup contribué à la disparition des décharges sauvages. Toutefois, la gestion des déchets en France connaît une évolution réglementaire très importante avec des obligations notables de réduction ». Effectivement, la loi de transition énergétique du 17 août 2015 fixe comme objectif une réduction de 10 % entre 2010 et 2020. Beaucoup de collectivités ont limité les principaux flux : encombrants, bois, métaux, cartons, déchets dangereux. Ce qui n'est pas le cas de Limoges Métropole, puisque conscient que les déchetteries sont des équipements de proximité contribuant à la préservation du cadre de vie des usagers plutôt que de laisser les gens jeter partout leurs encombrants. Les élus de Limoges métropole ont acté une limitation uniquement sur les déchets verts car ils sont facilement transformables sur place, dans le jardin, notamment à l'aide des services proposés par l'Agglo. En particulier les composteurs gratuits ou les broyeurs et les poules.*

Fin de séance 21h30

| | |
|---------------------------------------|---|
| Délibération N° 2017-03-01 | Désignation des membres des commissions municipales |
| Délibération N° 2017-03-02 | Affectation de résultats 2016 – budget principal |
| Délibération N° 2017-03-03 | Affectation de résultats 2016 – budget annexe du service de l'eau |
| Délibération N° 2017-03-04 | Affectation de résultats 2016 – budget annexe service de production et de revente d'énergie |
| Délibération N° 2017-03-05 | Approbation des comptes administratifs et des comptes de gestion |
| Délibération N° 2017-03-06 | Fixation des taux d'imposition locale 2017 |
| Délibération N° 2017-03-07 | Vote du budget principal 2017 |
| Délibération N° 2017-03-08 | Tarifs 2017 du service de l'eau |
| Délibération N° 2017-03-09 | Vote du budget annexe du service de l'eau 2017 |
| Délibération N° 2017-03-10 | Vote du budget annexe du service de production et revente d'énergie 2017 |
| Délibération N° 2017-03-11 | Subventions aux associations |
| Délibération N° 2017-03-12 | Subvention de fonctionnement au multi-accueil Lou Pitchounet |
| Délibération N° 2017-03-13 | Révision des indemnités de fonction des élus |
| Délibération N° 2017-03-14 | Autorisation pour l'extinction nocturne de l'éclairage public |

| | | | |
|----------------------------------|----------------------------|---------------------|--|
| Annick CHADOIN | | Corinne FUSEAU | |
| Didier TESCHER | | Sandra TOURNOIS | |
| Sylvie DEBIAIS | | Isabelle LEMARIE | |
| Denis MALABOU | | Pascal PENNY | |
| Mireille TESSIER | | Fabrice COMES | |
| Jacques MIGOZZI | Par procuration M. TESCHER | Christophe PEYMIRAT | |
| Daniel LAPLAUD | | Véronique BAILLON | |
| Spyros DELEMIS | | Brigitte SIMMONEAU | |
| Brigitte TOURRET | | Nadine BURGAUD | |
| Pierre MAYAUDON | | Catherine ROLLET | |
| Patrice JOFFRE | | Thierry BAUDRY | |
| Nadia FOURGEUX– BOUCHAREYCHAS | | Dimitri BARRUCHE | |
| Joëlle PASCAL | | Pascal LAFARGE | |
| Martine VILLENEUVE | | | |

